

LE 31 JANVIER : MOBILISATION ENCORE PLUS FORTE QUE LE 19 JANVIER !

Des chiffres qui prouvent que l'intersyndicale avait raison : les Français sont vent debout contre la réforme des retraites que veut leur imposer ce gouvernement!

Les chiffres

	19 janvier 2023	31 janvier 2023
Ancenis	4 000	6 500
Châteaubriant	2 500	3 000
Nantes	55 000	65 000
Saint-Nazaire	16 000	18 000
Totaux	77 500	92 500

A la DRFiP44 :

A la D	19 janvier 2023	31 janvier 2023
A+	20,00 %	20,88 %
A	45,00 %	37,75 %
B	46,00 %	34,93 %
C	39,00 %	31,14 %
Totaux	42,00 %	33,16 %
DGFIP	34,45 %	25,32 %

Cette semaine est un peu particulière puisque deux journées de mobilisation sont proposées aux salariés du Privé et aux agents de la Fonction publique.

Mardi 7 février : grève et manifestations

Samedi 11 février : manifestations

64 ANS NON! **RETRAITES DEMAIN 11 FEVRIER COMPTE DOUBLE**

RETRAITES TOUJOURS : DEVANT LES PARLEMENTAIRES, FO DÉFEND UNE POLITIQUE DE L'EMPLOI « SOCIALE ET JUSTE »

Auditionnée comme les autres organisations syndicales, la délégation FO a réaffirmé son opposition au projet dangereux, injuste et injustifié de l'exécutif. Et réitéré ses revendications, lesquelles proposent d'autres solutions de financement. La première d'entre elles est une politique de l'emploi assurant une carrière complète, à tous, et une réelle égalité salariale aux travailleuses.

Car, comme l'ont montré les récents travaux d'économistes, augmenter de dix points le taux d'emploi des 55-64 ans (de 56% à 66%) permettrait d'ici 2032 d'équilibrer les comptes du système de retraite, sans toucher ni à l'âge légal de départ (62 ans) ni à la durée de cotisations (43 ans d'ici 2035). Cela permettrait même de développer des dispositifs de départ anticipé à 60 ans : une revendication majeure de FO.

Une position également défendue devant la commission des affaires sociales du Sénat.

FO a exposé ses arguments, à commencer par le caractère infondé de cette réforme qui ferait travailler tout le monde deux ans de plus (à l'exception de certains travailleurs handicapés). Et tandis que la réforme affiche sa seule visée, budgétaire, soit une réduction des dépenses publiques le dernier rapport du COR (Conseil d'orientation des retraites) montre, lui, l'absence de dynamique incontrôlée des dépenses de retraite.

Quant à la prétendue nécessité de travailler plus longtemps, elle nie la réalité d'une espérance de vie en bonne santé qui stagne depuis dix ans (à 64,1 ans pour les femmes et 62,7 ans pour les hommes).

Comparés à leurs voisins européens, en moyenne, les Français vivent un an de moins en bonne santé. Or la réforme, en cumulant le recul de l'âge de départ et l'accélération de l'allongement de la durée de cotisation, conduirait à faire partir beaucoup de travailleurs après 64 ans, et même après 67 ans.

La réforme pénaliserait les seniors qui rencontrent dès 55 ans des difficultés pour être employés, les femmes qui travaillent déjà plus longtemps pour compenser des carrières souvent hachées et cantonnées à des temps partiels subis, les nombreux travailleurs ayant un emploi pénible ou ayant commencé à travailler tôt.

